



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 14 juillet 2021

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo Agba, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, entame jeudi une mission de deux jours à Bruxelles, dans le cadre de ses contacts avec les Etats-membres et les organisations partenaires. Il aura des entretiens avec des responsables du ministère belge des Affaires étrangères ainsi que de l'Union européenne, notamment du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), de la Direction générale pour les Partenariats Internationaux (INTPA) et de la Direction générale pour la Protection civile et les Operations d'aide humanitaire (DG ECHO). Il rencontrera également les représentants des Etats-membres de l'UE engagés tant bilatéralement que multilatéralement sur la situation centrafricaine.

Le Représentant spécial estime que la visite auprès de l'Union européenne contribuera au renforcement des excellentes relations avec les Nations Unies dans la gestion du dossier centrafricain vers une sortie de crise pérenne. De hauts responsables des Nations Unies, de l'Union européenne, de l'Union Africaine (UA), et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) avaient séjourné à Bangui en juin dernier, dans le cadre des contacts réguliers avec les autorités centrafricaines, en particulier sur la mise en œuvre du processus de paix.

Le départ du Représentant spécial pour Bruxelles a été précédé d'une rencontre avec l'ambassadrice Samuela Isopi, Cheffe de la délégation de l'Union européenne auprès de la RCA.

● Le Représentant spécial et les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur ainsi que le président de l'Autorité Nationale des Elections (ANE) ont pris part par visioconférence, le 12 juillet, à une réunion de la Configuration de la RCA de la Commission de Consolidation de la Paix des Nations Unies.

La Représentante spéciale adjointe, coordinatrice résidente, et coordinatrice humanitaire, le Commandant de la Force ainsi que le Chef de la composante Police ont également pris part à la rencontre, qui a notamment porté sur le processus électoral en RCA. La MINUSCA se félicite de la participation des autorités centrafricaines à cette importante réunion.

La Commission de Consolidation de la paix des Nations Unies est un organisme consultatif intergouvernemental des Nations Unies et joue un rôle de plaidoyer et de mobilisation des partenaires de la RCA, à travers sa Configuration centrafricaine, présidée par l'ambassadeur du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale. La Configuration de la RCA de la Commission attire notamment l'attention des partenaires sur le processus de paix, notamment l'Accord de paix, ainsi que l'organisation des élections.

- Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, s'est prononcé hier sur la crise humanitaire en RCA. Dans un tweet, le Secrétaire général écrit: "La crise humanitaire continue de s'aggraver en République centrafricaine. Les acteurs humanitaires doivent être protégés et avoir libre accès aux populations. Un cessez-le-feu est crucial pour sauver des vies et davantage de fonds sont nécessaires pour répondre aux énormes besoins humanitaires de la population."

La MINUSCA estime que l'interpellation du Secrétaire général contribuera à mobiliser davantage sur la crise humanitaire qui frappe le pays, en vue de sa résolution. La Mission appelle le Gouvernement à trouver une solution urgente à cette crise afin que les acteurs humanitaires puissent travailler en sécurité et sûreté et accéder aux populations.

De son côté, la MINUSCA continuera à exécuter son mandat c'est à dire de "resserrer la collaboration avec tous les acteurs humanitaires, y compris les agences des Nations Unies, et aider à la mise en place des conditions de sécurité favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave, sous la direction de civils, de l'aide humanitaire, conformément aux dispositions applicables du droit international et aux principes humanitaires."

- La MINUSCA alerte sur les violations persistantes de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République centrafricaine relatif au statut de la Mission (SOFA).

Ces violations se caractérisent par des blocages systématiques des convois, des fouilles de véhicules, de conteneurs, et de maisons de certains personnels dans certaines localités ainsi que des postures agressives contre la MINUSCA, comme ce fut le cas la semaine dernière lorsque, exigeant que la Mission leur remette un officier FACA qui avait trouvé refuge dans notre base, les forces bilatérales russes ont pris position devant la base à Bria, avant de survoler nos installations par un hélicoptère volant à basse altitude. Ces attitudes auraient pu tourner en confrontation, n'eussent été le professionnalisme et le calme des troupes des Nations Unies.

La MINUSCA sollicite l'appui du Gouvernement centrafricain en vue du règlement définitif de ce problème, afin que la Mission puisse exécuter son mandat sans aucune restriction. Entre février et juin 2021, la MINUSCA avait documenté 39 violations du SOFA notamment à Bouar, Bang, Berberati, Paoua, Bossangoa, Kaga-Bandoro, Birao, Bambari, Maloum et Bangassou.

- La MINUSCA a tenu hier à Bangui la 17ème réunion de son Comité de Gestion de l'Environnement, sous la présidence du Représentant Spécial. La réunion s'est penchée sur les différents projets et initiatives environnementaux en cours et les efforts de réduction de l'empreinte environnementale de la Mission, notamment concernant la gestion des déchets et de l'énergie.

Les participants ont notamment fait le point sur l'état d'avancement du projet relatif à la réhabilitation de la décharge municipale de Kolongo, en soutien à la Municipalité de Bangui, ainsi que sur l'installation d'incinérateurs dans la Mission et les projets relatifs aux énergies renouvelables.

Concernant la décharge municipale de Kolongo, les travaux de réhabilitation se poursuivent ; le compactage de la cellule de déchet 2 est achevée tandis que la construction du système de drainage des eaux de pluie est en cours sur le site ainsi que la construction des trois nouvelles cellules de déchets.

La MINUSCA continuera d'impliquer le Gouvernement, les communautés locales et d'autres partenaires dans les différentes initiatives environnementales pour les solutions durables aux défis environnementaux.

La résolution 2552 (2020) du Conseil de sécurité "prie la MINUSCA d'être sensible aux effets qu'ont sur l'environnement les activités qu'elle mène en exécution des tâches qui lui sont confiées, et de maîtriser ces effets, selon qu'il convient et conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux règles et règlements applicables de l'Organisation."

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période entre le 6 et le 12 juillet, la division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 20 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 33 victimes (20 hommes, sept femmes, une fille et cinq groupes de victimes collectives). La DDH a observé une baisse du nombre des incidents et du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente (31 incidents et 57 victimes). Cette baisse du nombre des incidents et des victimes s'explique par la situation sécuritaire précaire qui limite les activités de monitoring sur le terrain.

Les préfectures les plus touchées sont l'Ouham-Pendé (cinq incidents avec 11 victimes) et Bamingui-Bangoran (six incidents avec huit victimes). Plusieurs allégations dans les préfectures de Mbomou, de Nana Grebizi, Ouham, et de Ouham-Pendé sont en cours de vérifications.

Les abus/violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés au cours de cette semaine concernent des cas de meurtres (trois incidents et trois victimes), de menace de mort (un incident et une victime), de disparition forcée (un incident et une victime), de viol (un incident et huit victimes), d'atteintes à l'intégrité physique et de traitement cruel (six incidents et huit victimes), d'arrestation et détention arbitraire (un incident et cinq victimes), de confiscation (un incident et une victime), de pillage et destruction (un incident avec une victime), d'attaque contre les humanitaires et les hôpitaux (quatre incidents et quatre victimes) et taxation illégale (un incident et une victime).

Les auteurs présumés des abus/violations documentés cette semaine sont les groupes armés avec six incidents (30%) affectant 13 victimes (39,39%) : les 3R (deux incidents et neuf victimes), l'UPC (deux incidents et deux victimes) et les anti-Balaka (deux incidents et deux victimes). Les

FACA et les autres personnels de sécurité sont présumés auteurs de 14 incidents (70% du nombre total des incidents) affectant 20 victimes (61% du nombre total des victimes).

PROTECTION DE L'ENFANCE

- Entre le 2 et le 8 juillet, six graves violations des droits des enfants ont été documentées par la section de protection des enfants de la MINUSCA. Les auteurs présumés sont les groupes armés et des agents de l'Etat et autres personnels de sécurité. Parmi les violations documentées il y a trois cas de meurtres, un cas de violence sexuelle, l'attaque d'un hôpital et un cas de déni d'accès humanitaire une attaque.

La section de protection des enfants a également organisé quatre sessions de formation et sensibilisation sur les graves violations des droits des enfants à l'intention de 185 participants dont des FACA, des membres des communautés et le personnel d'ONGs et de la MINUSCA.

BUREAUX RÉGIONAUX

- Vingt-cinq femmes bénéficiaires du projet de réduction de la violence communautaire (CVR) à Gobolo, ont pris part à une session de formation agricole, avec l'appui du Réseau de reproducteurs des graines (REPROSEM) et la Force de la MINUSCA. Par ailleurs, des semences ont été remises à 78 bénéficiaires et membres de deux réseaux de bénéficiaires des CVR (REPROSEM et UGAP) opérant sur les axes Irabanda, Ngoubi, Ngoungoa et la ville de Bria.

- Le déploiement des fonctionnaires de l'Etat se poursuit dans les préfectures, notamment à Ndélé avec l'arrivée de 12 fonctionnaires, dont six nouveaux. A Birao, 10 enseignants qualifiés ont été récemment déployés et affectés au lycée de la ville et aux collèges de Ouandja-Djallé et Gordial pour enseigner les mathématiques, l'anglais, l'histoire, la géographie et la philosophie. D'autres enseignants devraient arriver dans le prochain vol de la MINUSCA le 13 juillet. Cela permettra de résoudre le problème des cours dispensés par des travailleurs temporaires non qualifiés.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 13 juillet 2021:

- Cas accumulés	830
- Cas guéris	806
- Cas actifs	7
- Décès	8

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été précaire, marquée par des violences commises par les éléments armés contre les forces de défense et de sécurité mais aussi sur les populations. Cette dégradation a provoqué des déplacements importants de populations civiles, contribuant à accentuer les besoins d'assistance humanitaire.

La posture robuste de la Force a permis d'en atténuer les conséquences notamment dans le centre et l'ouest du pays, où les casques bleus sont intervenus pour protéger les populations civiles et sécuriser l'acheminement de l'assistance humanitaire. Le soutien multiforme apporté par les différents contingents aux communautés aux cours de ces derniers mois sera passé en revue, pour mettre en lumière les activités militaires non conventionnelles qui concourent à la mise en place d'une paix et une stabilité durable.

SITUATION SECURITAIRE

Une accalmie notable a été observée dans la partie nord-ouest entre Paoua et Ndim, suite aux incidents du mois de juin et dont des éléments du 3R ont été les responsables. Cependant, il a été noté une recrudescence des incidents sécuritaires vers le centre du pays avec les attaques de l'UPC sur les populations et les institutions comme ce fut le cas à Alindao et à Maloum. Tandis qu'à l'est, la situation est restée calme mais volatile à cause de la présence des éléments de groupes armés dans des zones où ils n'avaient plus été aperçus ces dernières semaines. La posture robuste de la Force en appui aux FACA a permis de contenir les vellétés des éléments armés. Ce fut le cas à Alindao, dans les alentours de Bria ou encore à Maloum où les casques ont assuré la protection des populations de manière active ou préemptive par des déploiements et des patrouilles de sécurisation. Cependant, cette situation sécuritaire précaire accentue le besoin d'assistance humanitaire au profit des populations.

ACTIVITES CIMIC ET ENGINEERING

C'est dans ce cadre bien précis, que la Force conduit des activités civilo-militaires qui désignent l'ensemble des actions réalisées par les contingents au profit des populations et institutions et concourant à améliorer les conditions de vie, l'environnement sécuritaire et le rétablissement de la paix de façon plus globale. Ces activités comportent deux grands volets : les actions de soutien directe aux populations conduites seules ou avec d'autres acteurs humanitaires dans le pays et les activités d'appui à la remise en état des infrastructures et des services.

CIMIC

Au titre du premier volet, on peut citer comme activité phare le soutien médical au profit des populations et dont près de 5230 personnes ont pu bénéficier au cours des six derniers mois. Ces campagnes de consultations gratuites et de fourniture de médicaments sont conduites par les unités militaires et de police, en ville et dans les villages, pour soulager les populations. En plus de ces activités planifiées, des soins sont apportés en urgence à chaque fois que besoin, dans le cadre des incidents sécuritaires fréquents de ces derniers mois.

Dans la rubrique du soutien directe, on note également les soutiens pour une reprise des activités économiques qui ont consisté pour la majorité en des formations diverses, visant à assurer un transfert de compétences souvent accompagné d'une aide pour le démarrage d'une activité génératrice de revenus. On peut citer les formations en couture assorties de dons de machine à coudre à Kaga-Bandoro par les casques bleus pakistanais, les formations techniques en électricité, en maçonnerie, en agriculture conduites par les contingents dans différentes villes du pays.

Ces activités sont complétées par un soutien constant au système éducatif avec des fournitures de matériels scolaires au profit des enfants et jeunes élèves. Dans le cadre des projets à impact rapide, les contingents fournissent souvent des compétences techniques, des ressources humaines et des équipements pour la concrétisation de projets aux profits les populations, tels que la construction en cours de salles de classe à Berberati par les casques bleus tanzaniens et à Bossangoa par les casques bleus camerounais.

ENGINEERING

Le second volet des activités civilo-militaires à savoir la remise en état des infrastructures et des services est assuré en grande partie par les unités de génie militaire de la Force, avec l'appui d'autres sections de la MINUSCA, et du système des Nations Unies. La réhabilitation des infrastructures concerne notamment les routes et ponts, ainsi que les édifices publics. Entre juillet 2020 et juin 2021, plus de 1000km de routes ont été réparées et 57 ponts réhabilités ou construits sur le territoire. Pour les routes, il s'agit des axes reliant les villes mais également de la voirie interne comme ce fut le cas à Bangassou et Kaga-Bandoro, en juin dernier.

Si la plupart des ponts réparés sont en bois, et donc plus sujets à l'usure du temps, la Mission vient d'achever l'installation de six ponts métalliques durables, dont celui sur l'axe Bangassou-Rafai tandis que quatre autres sont en phase de construction, deux sur l'axe Bangassou-Bakouma et deux autres sur l'axe Bangassou-Zemio. Les contingents militaires construisent également des ponts en béton armé comme celui de Birao par les casques bleus zambiens ou celui entre Bossangoa et Nana-Bakassa par les casques bleus camerounais, et huit autres sont en projets entre Gamboula et Dilapoko.

La remise en état de ces infrastructures, au-delà de permettre une plus grande liberté de mouvement à la Force pour l'exécution de son mandat, facilite aussi l'acheminement de l'aide humanitaire, le retour des institutions et les déplacements des populations.

Les deux volets sus évoqués sont complétés par des activités de soutien permanentes menées par les unités comme la distribution d'eau potable, les sensibilisations des communautés dans le cadre des programmes de réduction des violences communautaires ou sur la COVID-19, avec notamment la fourniture de produits de protection, gants et gel hydroalcoolique. A Bouar, Bossangoa, Bangassou, pour ne citer que ces villes, des milliers de litres d'eau potable ont été fournies aux populations. À Bangui par exemple, 1.622.750 litres d'eau potable ont été distribués à plus de 75000 personnes depuis janvier 2021.

Les activités de soutien aux populations ont pour objectif final, de contribuer à la réalisation des objectifs du mandat de la MINUSCA, en particulier les tâches relatives à l'acheminement sécurisé

et sans entrave de l'aide humanitaire, d'appui à l'extension de l'autorité de l'état et de façon plus globale à la création des conditions propices à une stabilité et une paix durable. Ces activités mis en œuvre en conformité avec le principe d'humanité, ne se substituent pas à l'action des acteurs humanitaires mais en sont complémentaires. La mission a d'ailleurs érigé des lignes directrices et mis en place un mécanisme de coordination civilo-militaire qui encadre la coopération entre les composantes en uniformes et les humanitaires pour le bénéfice des populations.

La dégradation de situation sécuritaire a eu des effets prononcés sur la vie des populations, les actions de la Force contribuent à améliorer le quotidien des communautés et créer des conditions favorables à une paix et une stabilité durable.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Les activités UNPOL MINUSCA ont été marquées la semaine écoulée par la visite du chef de la composante police, le Commissaire de Police Christophe Bizimungu dans les unités de Police constituées de la Mauritanie et du Sénégal à Bangui pour constater de visu leurs capacités opérationnelles, logistiques et leurs conditions de vie et de travail.

Parallèlement, le 07 juillet, l'adjoint au chef de la composante Police, le Commissaire Divisionnaire Garba Habi, a effectué une visite de terrain à Bouar pour s'enquérir de la situation sécuritaire, des conditions de vie et de travail des UNPOLs et des homologues FSI. Lors des rencontres avec les autorités locales, l'adjoint au chef de la composante Police a réitéré l'engagement de la MINUSCA à les accompagner pour le retour définitif de la Paix en RCA, en indiquant également qu'UNPOL sera toujours aux côtés des FSI pour ensemble assurer la protection des populations de la Nana-Mambéré. Il a par ailleurs pris part à une patrouille mixte de sécurité en compagnie des FSI et d'UNPOL et échangé avec les populations sur les questions sécuritaires.

Les membres du pilier développement d'UNPOL ont effectué le 07 juillet, une visite de prise de contact auprès du Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale de lutte contre la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (COMNAT-ALPC). Ils ont échangé sur la stratégie nationale en matière de lutte contre la prolifération illicite des ALPC, les mines et les engins explosifs, la mise en place d'une unité de marquage, d'enregistrement des armes remises volontairement ou collectées dans le cadre du DDR.

Le même jour, s'est tenue à la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale une rencontre entre UNPOL, le PNUD, l'Ambassade des Etats-Unis et la Gendarmerie, sur la mise en place du comité de relecture du programme de la formation des officiers de police judiciaire et les préparatifs de la sortie des élèves gendarmes.

APPUI OPERATIONNEL

A Bangui et en régions, les équipes UNPOL des colocations, les équipes conjointes FSI et l'état-major intégré (JTFB) intensifient leurs patrouilles mixtes, sur les différents artères et carrefours stratégiques de la ville. Cet engagement a permis l'interpellation de 246 auteurs d'infractions cette semaine en RCA contre 238 la semaine passée.

Le 12 juillet, les points focaux UNPOL, en charge des Droits de l'Homme (D/H), de la protection de l'enfant, la protection des civils (POC) et de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), ont effectué une visite de travail au Tribunal de Bimbo, pour échanger avec le Procureur de la République sur les récurrents dépassements de délai de garde à vue. Neuf (09) cas, allant de sept (07) à trente-sept (35) jours de détention, ont été observés à la Brigade de Bimbo.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

UNPOL a démarré le 12 juillet à Bangui, pour deux semaines, une formation des formateurs FSI en police de proximité, sur les principes de base de cette approche et son opérationnalisation concrète sur le terrain.

La composante Police de la MINUSCA continue de mener des séances de sensibilisation au profit des FSI et de la population civile, ainsi que le monitoring des FSI notamment pour le respect des mesures édictées par le gouvernement centrafricain et l'OMS dans la lutte contre la propagation de la Covid-19.

A Bambari, l'équipe médicale de l'unité de Police constituée du Congo-Brazzaville s'est rendue le 6 juillet à la prison de Bambari où elle a procédé à des consultations médicales gratuites au profit des agents et des détenus de la maison d'arrêt de la ville. Au total, 25 patients ont été consultés.

© SCPI 2021